

Mardi, 29 septembre, 1896.

Les membres présents étaient :

L'honorable CHARLES ALPHONSE PANTALÉON PELLETIER, Président,

Les honorables messieurs

Adams,	Casgrain,	Macdonald (Victoria),	Ogilvie,
Aikins,	Clemow,	Macfarlane,	Owens,
Allan,	Cochrane,	MacInnes (Burlington),	Perley,
Almon,	De Blois,	MacKeen,	Poirier,
Armand,	Dever,	McCallum,	Power,
Arsenault,	Dickey,	McClellan,	Primrose,
Baird,	Dobson,	McDonald (Cap-Breton),	Prowse,
Baker,	Ferguson,	McInnes (N.-Westm'te),	Reesor,
Bécharde,	Forget,	McKay,	Reid,
Bellerose,	Gowan,	McKindsey,	Robitaille,
Bernier,	Hingston (Sir William),	McMillan,	Scott,
Bolduc,	Kirchhoffer,	Merner,	Snowball,
Boucherville, de	Landry,	Montplaisir,	Sullivan,
Boulton,	Lewin,	Mowat (Sir Oliver),	Temple,
Bowell (Sir Mackenzie),	Lougheed,	G'Brien,	Villeneuve,
Carling (Sir John),	Macdonald (I.P.-E.),	O'Donohoe	Wark,

PRIÈRES.

L'honorable M. McDonald (Cap-Breton), du comité permanent des Bills Privés divers, auquel a été renvoyé le bill (G) intitulé : " Acte constituant en corporation la *Wesleyan Methodist Connection of the Dominion of Canada*, a fait rapport que le dit bill avait été pris en considération.

Sur motion de l'honorable M. Macdonald (Victoria), secondé par l'honorable Sir Mackenzie Bowell, il a été

Ordonné, que l'honoraire de deux cents piastres payé au greffier du Sénat, par le révérend R. C. Horner pour le bill intitulé : " Acte constituant en corporation la *Wesleyan Methodist Connection in the Dominion of Canada* soit remboursé à lui ou à son procureur, moins les frais encourus.

L'honorable M. Boulton a proposé :

Que dans l'opinion du Sénat il serait avantageux pour le commerce et la prospérité du pays de supprimer la taxe sur le sucre et de remplacer le revenu provenant de cette taxe en élevant à \$2.25 par gallon l'accise sur les spiritueux et à \$2.50 par gallon le droit sur les spiritueux importés, la taxe imposée en mai 1895, ayant eu pour résultat de réduire de 131,000,000 de livres l'importation du sucre pendant l'année dernière.

La dite motion a été retirée avec la permission de la Chambre.

L'honorable M. Kirchhoffer a appelé l'attention du Sénat sur le fait qu'il est inconvenant pour des premiers ministres provinciaux de recevoir des nominations ou des promesses de nominations de la part du gouvernement fédéral à des fonctions rétribuées, et a demandé au ministre dirigeant en cette Chambre si le gouvernement a l'intention de continuer cette politique.

Après débat.